

Comité Régional de Suivi Interfonds 23/12/16

Réunion technique PON FSE 14-20 7/12/16



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

Sommaire

- **PON FSE 2014 - 2020 :**
 - **Etat de la programmation et de la mise en œuvre du programme :**
 - Résultat des appels à projets sur les axes 1 et 2
 - Programmation actuelle
 - Etat d'avancement
 - Analyse des créations non confirmées
 - Plan d'action et perspectives 2017
 - **Etat de la programmation sur l'axe 3 :**
 - Point sur les indicateurs
 - Retour sur les audits de gestion
 - Stratégie à venir et renouvellement des subventions globales
- **Résultats relatifs à la mise en œuvre de l'IEJ et perspectives 2017**
- **Points divers:**
 - Appel de fonds : Résultats prévisionnels de l'appel de fonds de décembre,
 - Révision prévisionnelle de la maquette en 2017,
 - RH : Organisation du service...
- **Communication :**
 - Lancement de la web série PACA FSE
 - Stratégie 2017
- **PON FSE 2007 - 2013 :**
 - **Point sur les opérations de clôture :**
 - Contrôles d'opérations, état des certificats de dépenses
 - Trésorerie et remboursements
 - Contentieux et recours administratifs en instance

Etat de la programmation et mise en œuvre du programme 2014 - 2020 Axes 1, 2 & 3 (PLIE) – Dossiers bilatéraux

PON FSE

Présentation de la programmation 2014 - 2020

Maquette financière 2014-2020

Axes	Intitulés	Maquette initiale hors réserve de performance	Réserve de performance (6%)	Total
Axe 1	Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat	17 976 519,00	1 127 114,00	19 103 633,00
Axe 2	Anticiper les mutations et sécuriser les parcours et les transitions professionnels	27 180 940,00	1 612 429,00	28 793 369,00
Axe 3	Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	99 321 525,00	7 041 213,00	106 362 738,00
Axe 4	Assistance technique	3 933 043,00	0,00	3 933 043,00
Total		148 412 027,00	9 780 756,00	158 192 783,00

PON FSE 2014 - 2020

Axes 1 & 2: Etat de la programmation

Axe 1 - Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs

PI / OS	Thématiques	Nombre d'AP	Nombre de candidatures	FSE prévisionnel	FSE demandé	Ecart	Taux de programmation	Nombre de participants prévisionnels
1.8.1.1	Augmenter le nombre de participants DE ou inactifs accompagnés, en ciblant les jeunes, les moins qualifiés, les seniors...	2	6	7 000 000,00	1 357 247,49	5 642 752,51	19,39%	1 133
1.8.3.1	Augmenter le nombre de créateurs ou de repreneurs accompagnés	1	12	7 000 000,00	2 757 421,68	4 242 578,32	39,39%	10 162
1.10.1.1	Augmenter le nombre de jeunes de moins de 25 ans participant à des actions de prévention de décrochage scolaire	1	3	5 000 000,00	582 025,45	4 417 974,55	11,64%	669
		4	21	19 000 000,00	4 696 694,62	14 303 305,38	24,72%	11 964

PON FSE 2014 - 2020

Axes 1 & 2: Etat de la programmation

Axe 2 - Anticiper les mutations et sécuriser les parcours et les transitions professionnelles

PI / OS	Thématiques	Nombre d'AP	Nombre de candidatures	FSE prévisionnel	FSE demandé	Ecart	Taux de programmation	Nombre de participants prévisionnels
2.8.5.1	Améliorer la gestion de l'emploi et des compétences en appuyant les démarches d'anticipation et de gestion des mutations	1	6	3 000 000,00	1 618 469,95	1 381 530,05	53,95%	690
2.8.5.2	Mobiliser les entreprises, notamment les PME et les branches pour développer l'égalité salariale et professionnelle	1	1	3 000 000,00	156 982,59	2 843 017,41	5,23%	30
2.8.5.3	Former les actifs occupés qui bénéficient le moins de la formation, les moins qualifiés, les femmes et les seniors	1	6	18 000 000,00	5 898 472,32	12 101 527,68	32,77%	3 860
2.8.5.5	Développer l'emploi dans les bassins d'emploi les plus touchés par les restructurations pour les entreprises non couvertes par les conventions de revitalisation	1	0	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00%	0
2.8.6.1	Mettre en place des actions de gestion des âges en entreprise visant à améliorer les conditions de travail des seniors	1	0	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00%	0
		5	13	30 000 000,00	7 673 924,86	22 326 075,14	25,58%	4 580

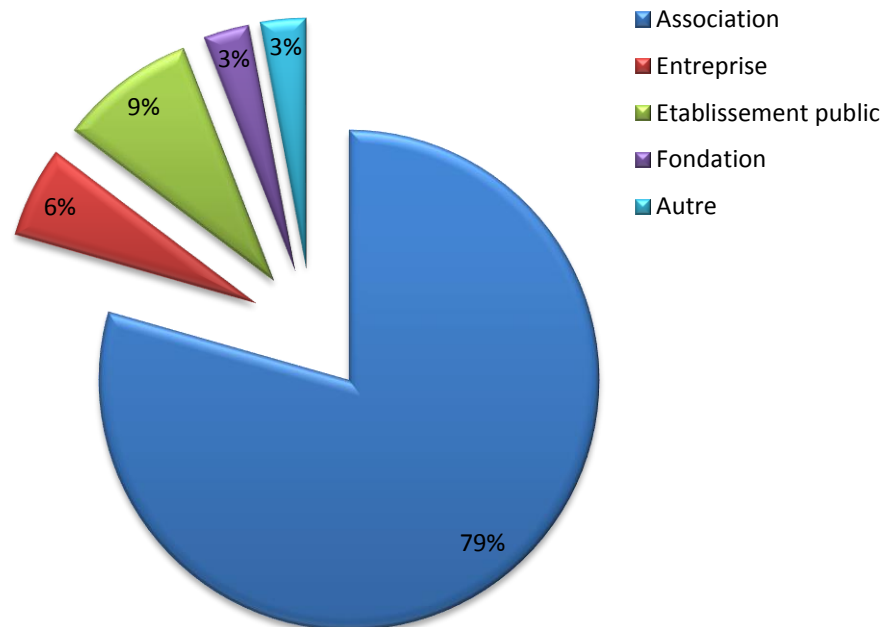
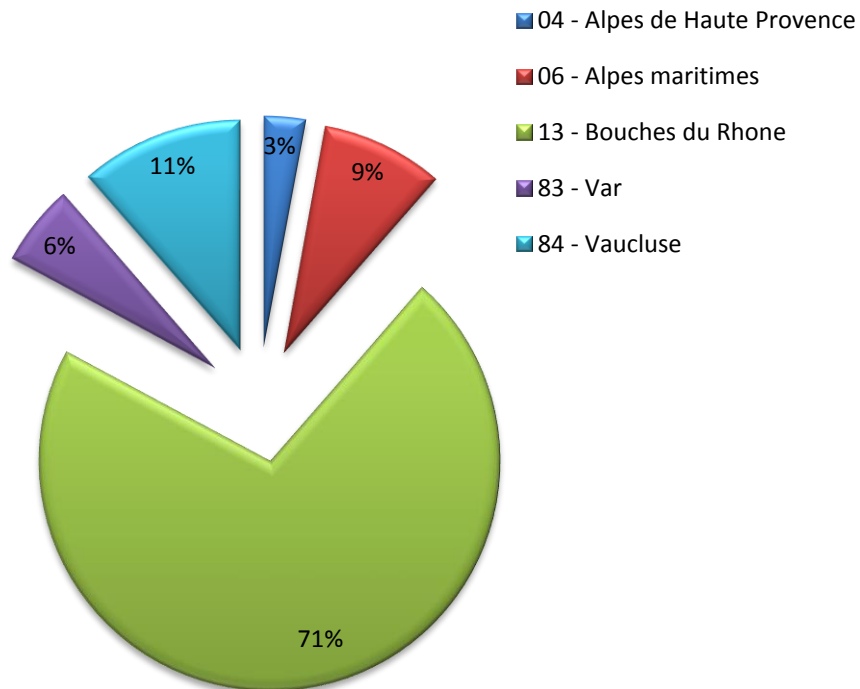
PON FSE 2014 - 2020

Axes 1 & 2: Etat de la programmation

35 dossiers déposés

Situation géographique

Structures juridiques



PON FSE 2014 - 2020

Axes 1, 2 & 3: Etat d'avancement

DOSSIERS BILATERAUX dont PLIE

AXE - PI - OS	Nombre d'opérations						
	Déposés	Recevables	Instruits	Validés en CRP	Conventionnés	Refusés	Total
1.10.1.1	3					1	4
1.8.1.1	3	2	1			1	7
1.8.3.1	5	3	4				12
Axes 1	11	5	5	0	0	2	23
2.8.5.1	5	1					6
2.8.5.2		1					1
2.8.5.3	5	1					6
Axe 2	10	3	0	0	0	0	13
3.9.1.1			4	3	6	1	14
3.9.1.2			1		2		3
3.9.1.3			1	1	2		4
Axe 3	0	0	6	4	10	1	21
TOTAL	21	8	11	4	10	3	57

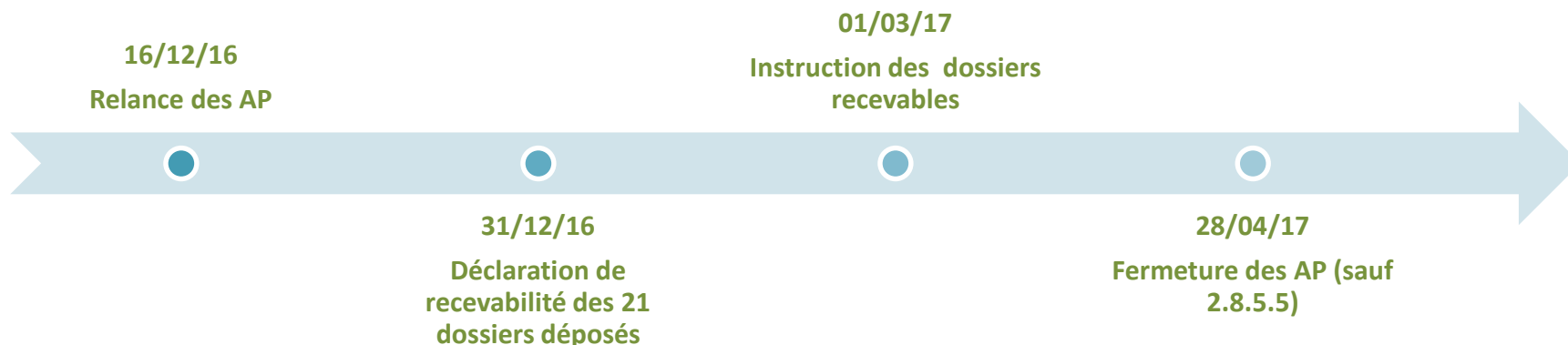
PON FSE 2014 - 2020

Axes 1, 2 & 3: Mise en œuvre du programme

PRISE EN CHARGE PAR LE SFSE

Gestionnaire SFSE	Déposés	Recevables	Instruits	Validés en CRP	Conventionnés	Refusés	Total Déposés + Recevables (Reste à faire)
Anne-Cécile Marandet	3		2				3
Sabine Deana	4	1	1		3		5
Zaliata Ahamada-Chanfi				4	2	1	0
Sarah Jordan	4		2				4
Raymond Lloret	3	2	1				5
Cynthia Souli	4	1	5		5		5
Jacqueline Bondi	3						3
Julie Bordes	4						4
Total	25	4	11	4	10	1	29

Dates butoirs: Traitement des candidatures 14 - 20



PON FSE 2014 - 2020

Axes 1, 2 & 3: Mise en œuvre du programme

VSP

Rétroplanning des VSP réalisé et RDV programmé afin d'atteindre un taux de réalisation de 80%.

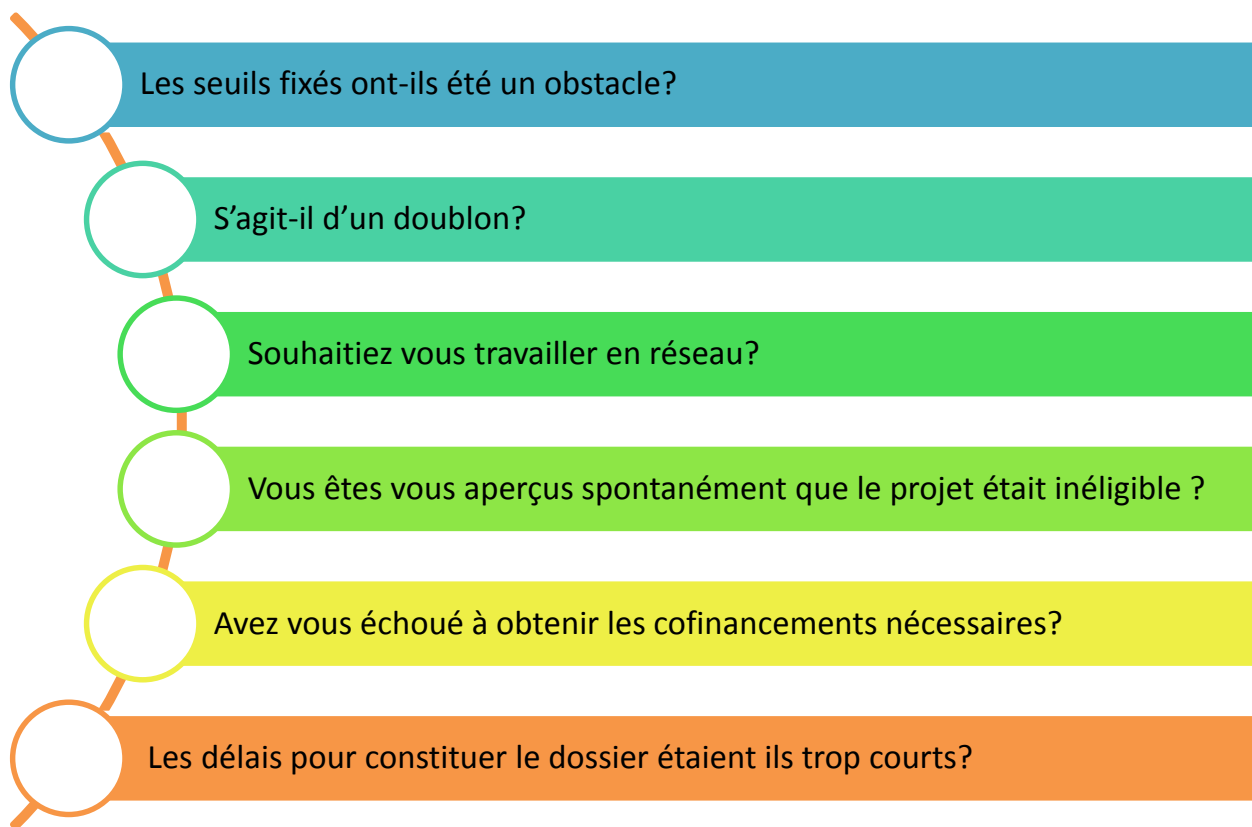
Comités techniques partenariaux

Pour pallier le risque de double financements, réunion entre Etat et Région en amont des CRP.

PON FSE 2014 - 2020

Axes 1 & 2: Analyse des freins au dépôt

6 questions posées au 21 porteurs n'ayant pas confirmés le dépôt



PON FSE 2014 - 2020

Axes 1 & 2: Analyse des freins aux dépôts

Impossibilité de réponse avec « chef de file »

- Beaucoup de structures s'organisent en réseau afin d'avoir une couverture territoriale et une démarche d'accompagnement identique
- La solution de « dépenses de tiers » ne prend pas en compte la totalité des dépenses encourues par les structures tiers
- Les porteurs ne comprennent pas cette impossibilité alors même qu'elle est prévue par le décret et est pratiquée par d'autres fonds européens (FEDER)

Seuils

- Les petites structures ne peuvent pas présenter de projets > 100 000 € (soit 50 000 € de FSE)

Impact négatif du plan de reprise (2007/2013)

- Des porteurs toujours en attente du règlement de la précédente programmation

Ressenti sur la complexité du montage du dossier

- Malgré les efforts de communication, de vulgarisation et l'accompagnement proposé par le service, certains porteurs sont encore réticents à demander du FSE

PON FSE 2014 - 2020

Axes 1 & 2: Plan d'actions 2017

Relancer les appels à projet

Modulation du seuil de FSE annuel :
de 30 à 50 K€ selon les appels à
projet

Appels à projets ouverts du
16/12/2016 au 28/04/2017 avec une
rétroactivité au 01/01/2017
Pour l'OS 2.8.5. 5 (revitalisation des
territoires) : appel à projet
permanent

Fin des opérations le 31/12/2018
afin de faire un point sur la
programmation

Etendre la couverture géographique des porteurs

Identification des porteurs
potentiels avec les Unités
Départementales et/ou les
services de la DIRECCTE

Organisation de réunions
collectives dans les
territoires

1^{er} trimestre 2017

Identifier les porteurs de projet potentiels

Selon les thématiques

Par e-mailing ou phoning

1^{er} trimestre 2017

Etat de la programmation et mise en œuvre du programme

Axe 3 – Subventions globales/PLIE/CD 04



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

PON FSE 2014 - 2020

Axe 3: Etat de la programmation

Axe 3.9.1. : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

Maquette financière initiale FSE 2014-2020 - Région PACA		99 321 525,00
Organismes bénéficiaires		Montant FSE programmé
OI (Subventions Globales)	CD06	6 599 280,00
	CD13	10 205 000,00
	CD83	4 786 813,04
	CD84	6 133 636,00
	MPM	7 380 000,00
	MNCA	2 680 740,00
Montant attribué aux OI à la CRP 29.04.16		37 785 469,04
ETAT (Dossiers Bilatéraux - Inclusion active)	TPM	457 369,69
	PLIE ACCM	476 572,14
	PLIE PAYS D'AIX	723 975,00
	PLIE OUEST PROVENCE	570 508,05
	PLIE PAYS DE MARTIGUES	181 915,40
	DEPARTEMENT 04	55 999,34
Montant prévisionnel par l'Etat au 29.04.16		2 466 339,62
Montant FSE prévisionnel (OI + Etat)		40 251 808,66
Crédits restant à programmer		59 069 716,34

PON FSE 2014 - 2020

Etat de la programmation – Subventions globales

Axe 3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion

CD 06 2015-2017	CD 13 2015-2017	CD 83 2015-2016	CD 84 2015-2017	MPM 2015-2017	MNCA 2015-2017
FSE total: 6 599 280 €	FSE total: 10 205 000 €	FSE total: 4 786 813 €	FSE total: 6 133 636 €	FSE total: 7 380 000 €	FSE total: 2 680 740 €
En cours de programmation: 6 899 138 €	En cours de programmation: 11 544 518 €	En cours de programmation: 4 682 508 €	En cours de programmation: 2 414 335 €	En cours de programmation: 7 154 416 €	En cours de programmation: 1 467 866 €
Taux de programmation: 105 %	Taux de programmation: 113 %	Taux de programmation: 98 %	Taux de programmation: 39 %	Taux de programmation: 97 %	Taux de programmation: 55 %
Reste à programmer: (+ 299 858 €)	Reste à programmer: (+1 339 518) €	Reste à programmer: 104 305 €	Reste à programmer: 3 719 301 €	Reste à programmer: 225 584 €	Reste à programmer: 1 212 874 €
Nombre d'opérations: 7	Nombre d'opérations: 13	Nombre d'opérations: 29	Nombre d'opérations: 23	Nombre d'opérations: 11	Nombre d'opérations: 26

PON FSE 2014 - 2020

Etat de la programmation – PLIE

Axe 3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion

TPM	ACCM	PAYS D'AIX	QUEST PROVENCE	PAYS DE MARTIGUES
FSE conventionné: 457 370 €	FSE conventionné: 476 572 €	FSE conventionné: 723 975 €	FSE conventionné: 570 508 €	FSE conventionné: 181 915 €
Montant déclaré: 456 992 €	Montant déclaré: 469 180 €	Montant déclaré: 491 615 €	Montant déclaré: 566 448 €	Montant déclaré: 153 470 €
Taux de réalisation: 99 %	Taux de réalisation: 98 %	Taux de réalisation: 68 %	Taux de réalisation: 99 %	Taux de réalisation: 84 %
Ecart : 378 €	Ecart: 7 392 €	Ecart: 232 360 €	Ecart: 4 060 €	Ecart: 28 445 €
Nombre d'opérations: 1	Nombre d'opérations: 1	Nombre d'opérations: 3	Nombre d'opérations: 2	Nombre d'opérations: 1

PON FSE 2014 - 2020

Etat de la programmation – CD04

Conseil département des Hautes Alpes

5 dossiers programmés pour un Coût Total Eligible global de 558 180€

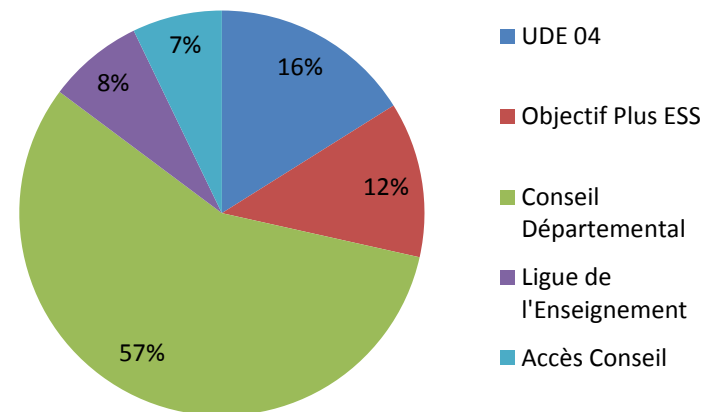
Une enveloppe FSE prévisionnelle correspondante de 268 000€

1 contrôle de service fait (Objectif Plus ESS) pour un montant d'environ 20 000€

1 dossier refusé, qui ne correspondait pas aux attentes du PON

Enveloppe initiale en FSE de 55 999 €

Coût Total Eligible des projets du 04



PON FSE 2014 - 2020

Etat de la programmation – CD04

Une démarche intéressante notable pour ce département, portant sur l'aide à la mise en place de clauses sociales au sein des marchés publics des collectivités

Le conseil départemental souhaiterait déposer une candidature pour devenir Organisme Intermédiaire

Un appel à projets à renouveler en 2017

Une nécessité évidente de mise en œuvre de sessions d'information au profit des porteurs de projet potentiels

PON FSE 2014 - 2020

Axe 3: Mise en œuvre du programme (INDICATEURS)

1. Comparaison prévisionnel/réalisé (source comptabilisation des OI)

Organismes	Cible participants - 2018		
	Nombre de participants prévisionnels	Nombre de participants réalisés	Objectif restant à ce jour
CD 06	5 379	5 067	-312
CD 13	11 017	13 222	2 205
CD 83	7 775	5 546	-2 229
CD 84	8 546	6 257	-2 289
MPM	11 947	5 017	-6 930
MNCA	3 437	3 826	389
	48 101	38 935	-9 166
TPM	3 600	867	-2 733
PLIE ACCM	2 175	967	-1 208
PLIE PAYS D'AIX	4 408	1 814	-2 594
PLIE OUEST PROVENCE	4 660	1 606	-3 054
PLIE PAYS DE MARTIGUES	1 800	460	-1 340
	16 643	5 714	-10 929
TOTAL	64 744	44 649	-20 095

2. Comparaison DGEFP/SFSE

Organismes	Cible participants - 2018		
	Nombre de participants réalisé selon DGEFP	Nombre de participants réalisé selon SFSE	Ecart
CD 06	1 694	5 067	-3 373
CD 13	10 172	13 222	-3 050
CD 83	4 532	5 546	-1 014
CD 84	776	6 257	-5 481
MPM	2 541	5 017	-2 476
MNCA	2 338	3 826	-1 488
	22 053	38 935	-16 882

SUIVI DES OI *DSGC*

Le DSGC rappelle le rôle de chacune des entités impliquées dans la mise en œuvre des programmes

Aux différentes étapes de la piste d'audit le DSGC décrit:

- les fonctions des différents acteurs
- les procédures de gestion et de contrôle

Le DSGC est décliné pour les ADGD et les OI

Toute modification du DSGC doit s'effectuer par voie d'avenant.

SUIVI DES OI

Audits de gestion : Rappel de la procédure

Phase de contrôle

Ouverture de la procédure via un courrier envoyé à la structure contrôlée

1 mois avant l'audit

Vérification sur place que les procédures prévues dans le DSGC sont mises en œuvre

Rédaction des conclusions provisoires motivées

Phase contradictoire

Ouverture de cette phase dès réception des conclusions provisoires par la structure auditée

Un délai de réponse de 30 jours à compter de la réception des conclusions provisoires

La structure auditée s'engage à mettre en œuvre les recommandations

Formalisation des conclusions de l'audit

L'autorité de gestion notifie à la structure auditée les recommandations clôturées

L'autorité de gestion notifie à la structure auditée les recommandations qui restent ouvertes avec le délai de mise en conformité

SUIVI DES OI

Audits de gestion : Les retours

La problématique du
sous-effectif

Grandes
difficultés dans
le recrutement
des agents

En PACA, il y a
**1 agent pour
2M €** de FSE
programmé

Un besoin de formation

Peu de
formation du
CNFPT

Autoformation
sur « Ma
Démarche »

SUIVI DES OI

Audits de gestion: Les bonnes pratiques

Mise en place d'outils d'accompagnement/ de guides pour aiguiller les porteurs de projets dans leur demande de subvention

Mise en place de réunions publiques avec les bénéficiaires afin de favoriser le benchmarking et la mise en réseau de ces derniers

C'est l'accompagnateur qui saisit les réponses aux questionnaires sur les profils des participants

Utilisation du réseau interdépartemental afin d'échanger sur les bonnes pratiques (docs, et questionnements communs)

SUIVI DES OI

Réunion Amnyos

Présence de tous les OI sauf Le CD 84
Présentation d'un PWP Amnyos et
Direccte

Mise en commun des connaissances
Echanges et benchmarking entre les
OI

Nous constatons une plus grande
connaissance concernant le PON (sur
la performance)

Difficultés rencontrées par les OI:
Eligibilité des participants
Impératifs de suivi sur ma démarche
FSE
Saisie des indicateurs (difficulté quant
au téléchargement d'un fichier excel)

Points de clarification:
Mise en commun des toutes les
performances regionales selon les
axes.
Définition de la qualité des
participants
Date d'entrée > date de sortie

PON FSE 2014 - 2020

Axe 3: Plan d'actions et perspectives 2017

Subventions globales

- Renouvellement de 5 subventions /6 en 2018 en fonction des résultats obtenus
- Ajustement permanent pas voie d'avenant en cours de programmation

Appel à projet bilatéral envisagé sur l'axe 3 (en dehors des PLIE)

- Pour des projets ayant une couverture territoriale qui ne peuvent pas être déposés auprès des Organismes Intermédiaires
- Pour couvrir la thématique de l'ESS

Mise en œuvre du programme de l'IEJ Et perspectives 2017



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (IEJ) SUR LE DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

Point d'étape

9 opérations validées et mises en œuvre pour un montant total de subventions IEJ/FSE de 3 771 664 €:

ADREP (Scop) : action Spéro 13	ASPROCEP Marseille (Assoc.) : Dispositif d'accompagnement vers la qualification et l'emploi	ACPM (Assoc.) : Pépites	GIP FCIP Aix-Marseille (GIP) : Assistants de plate forme de suivi et d'appui aux décrocheurs	Fondation d'Auteuil (Assoc.) : Pépinière d'entreprises « L'Ouvre Boite »
Durée : 24 mois	Durée : 24 mois	Durée : 15 mois	Durée : 20 mois	Durée : 24 mois
subvention prévisionnelle de 1 453 885 €	subvention prévisionnelle de 623 440 €	subvention prévisionnelle : 242 705,48 €	Subvention prévisionnelle : 499 770 €	subvention prévisionnelle : 300 922 €
cible 500 jeunes accompagnés	cible 156 jeunes accompagnés	cible 72 jeunes accompagnés	cible 2728 jeunes concernés	cible 160 jeunes accompagnés

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (IEJ) SUR LE DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

Point d'étape

Nos Quartiers ont des Talents (NQT) : Soutien des jeunes diplômés en difficulté

Durée : 24 mois

subvention
prévisionnelle :
110 746 €

cible 160 jeunes
accompagnés

Mission Locale du Pays Salonais (Assoc.) : IEJ Réussite Apprentissage en Pays Satonais

Durée : 24 mois

subvention
prévisionnelle :
117 055 €

cible 150 jeunes
accompagnés

EPFF (Assoc.) :
Accompagnement renforcé et
innovant vers l'emploi de
jeunes NEETS

Durée : 24 mois

subvention
prévisionnelle :
234 138 €

cible 265 jeunes
accompagnés

FCMB Les compagnons du devoir (Assoc.) :
Accompagnement renforcé et
innovant vers l'emploi des
jeunes NEETS dans les Bouches
du Rhône

Durée : 17 mois

subvention
prévisionnelle :
188 980 €

cible 30 jeunes
accompagnés

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (IEJ) SUR LE DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

Axes d'amélioration

Les opérations programmées sont consacrées à l'accompagnement renforcé des jeunes, l'action de repérage représente une partie toujours aussi importante dans tout au long de l'opération.

Résultats attendus et réalisation au 26 novembre 2016

- Nombre de jeunes à accompagner au total : 4 221
- Nombre de jeunes entrés : 828

La réalisation des opérations conventionnées est donc très partielle, ce qui s'explique pour partie par le calendrier : les opérations ont moins d'un an de mise en œuvre

Difficultés signalées et attentes:

- Un partenariat insuffisant, notamment avec les missions locales, d'où difficultés de recrutement (concurrence avec la Garantie Jeunes)
- Un manque de coordination entre les différentes initiatives
- Un besoin de prolonger les actions en cours, ou de les renouveler, pour optimiser les nouvelles approches et les méthodes expérimentales

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (IEJ) SUR LE DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

Axes d'amélioration

La commission partenariale (qui a été réunie 2 fois depuis janvier 2015)

- son rôle doit évoluer, d'une instance consultative à un lieu de concertation, d'échanges, de partenariat pour favoriser la complémentarité des opérations, le partage des acquis, le signalement des difficultés rencontrées et la recherche commune de solutions, le partenariat avec le monde de l'entreprise.
- A réunir tous les 3 mois sur initiative de la DIRECCTE, avec tous les porteurs, Pôle Emploi, les Missions locales, Mobilisation des services compétents en matière d'emploi, formation, accompagnement

La réalisation d'avenants pour prolonger les actions en cours jusqu'à la fin de l'année 2017 et augmenter le cas échéant la dotation des actions performantes.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (IEJ) SUR LE DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

Un nouvel appel à projets

Accord de la DGEFP pour relancer les appels à projets

Réalisation des opérations jusqu'au 31 décembre 2017.

- Appels à projet diffusés avant la fin de l'année
- Parmi les conditions prévues :
 - Un cout total éligible minimum de 120 000 €
 - Une contrepartie FSE/ IEJ de 92% maximum
 - Une simplification des conditions de suivi financier, par utilisation des 3 modes de forfaitisation rendus possibles par les règlements CEE
 - Par ces mesures, les résultats obtenus en termes d'insertion professionnelle des jeunes NEET devraient être améliorés.

Communication

- Nouvelles réunions d'information et d'échanges.
- Meilleure diffusion de l'information auprès des porteurs de projet potentiels

PON FSE 2014 - 2020

Révision prévisionnelle de la maquette financière

Pour financer les
DLA : 2 millions
sur 4 ans

Par ponction sur
les autres
thématiques :
égalité salariale,
sénior et salariés

Points divers



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

Appel de fonds et trésorerie



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

PON FSE 2014 - 2020

Résultats prévisionnels de l'appel de fonds de novembre

25 CSF
certifiés au
29 novembre

- CTE : 6 880 181 M€
- FSE : 2 203 573 M€ de FSE

En attente
de validation
au 29-11-16

- CTE : 651 073 €
- FSE : 117 980 €

PON FSE 2014 - 2020

Taux de rejet constatés sur les 25 dossiers certifiés

**24,07% de rejet par rapport au FSE
déclaré dans le bilan d'exécution**

**2,92% de rejet par rapport au CTE
déclaré dans le bilan d'exécution**

**Rejets majeurs pour 9 opérations:
entre 18 000 et 166 000 euros**

Aucun rejet pour 9 opérations

**Rejets mineurs à modérés - entre 900
et 15 900 euros de FSE: 7 opérations**

PON FSE 2014 - 2020

Les contrôles en cours

9 CSF en attente de validation

- 809 780 de CTE
- 199 929 de FSE

9 bilans déposés

- 5,78M€ de CTE
- 2,58 M€ de FSE

17 bilans recevables

- 8,39M€ de CTE
- 3,56M€ de FSE

PON FSE 2014 - 2020

La trésorerie : 3 864 475,04 € qui doivent couvrir



Les remboursements des CSF certifiés par les OI

Les remboursements des CSF certifiés par la DIRECCTE

Les avances des dossiers bilatéraux programmés

Les avances des subvention globales renouvelées

Point RH

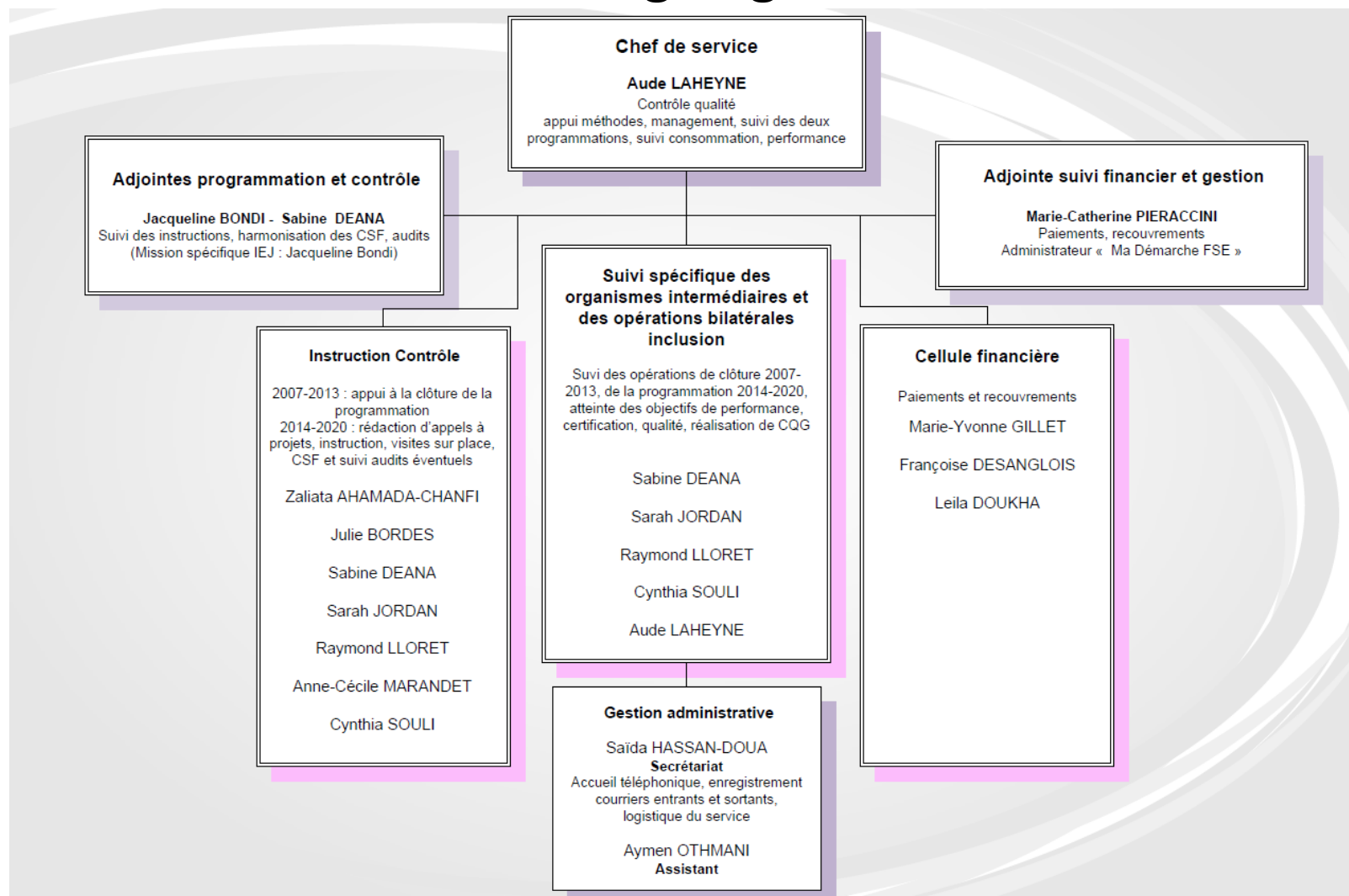


PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

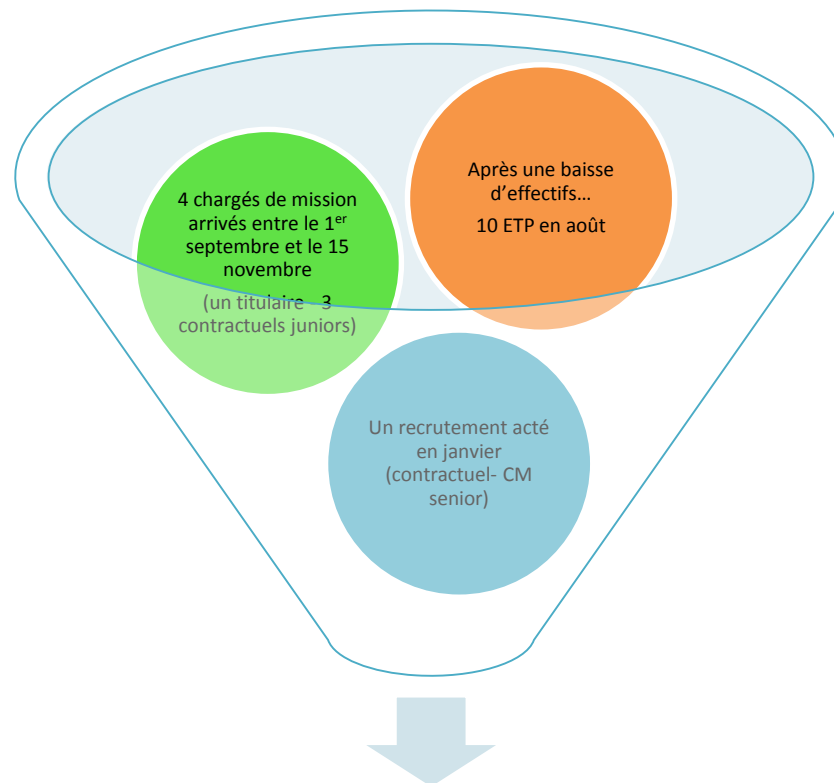


Union européenne
Fonds social européen

RH : Organigramme

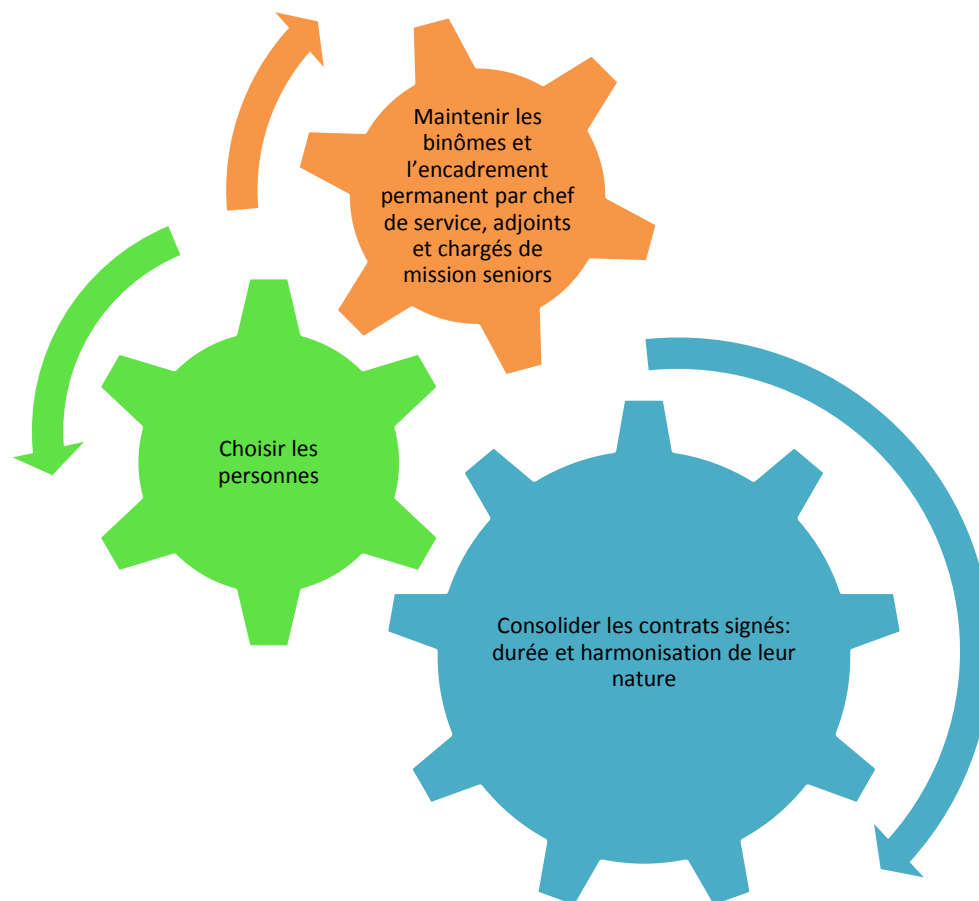


RH : Evolution des effectifs



15 ETP au 1er janvier 2017

RH : solutions de pérennisation



RH : Les souhaits



Assurer un recrutement partiel sur l'assistance technique en 2017

Besoins estimés à 18 000 euros pour l'assistant et 37 000 euros pour le chargé de mission soit 220 000 euros sur 4 ans.

Revoir la répartition des postes en fonction des besoins

Faire évoluer les fonctions de secrétariat pour tenir compte de la dématérialisation – Assurer les missions élémentaires sur madémarche

Communication



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

COMMUNICATION

Les actions 2016



MOYENS :
IONS D'EUROS POUR SOUTENIR L'E

Réunion de Lancement

LE PON FSE 2014-2020



Site internet

SE RENSEIGNER SUR LE FSE



Fiches thématiques

LE FSE ET SA METHODOLOGIE

COMMUNICATION

Les actions 2016



Facebook

LE FSE SUR LES RESEAUX
SOCIAUX



411 personnes atteintes

Booster publication

« Paroles de Porteurs de Projet FSE »

LE FSE CONCRETEMENT



Web-série PACA FSE

LE FSE PEUT ETRE INTELLIGIBLE

COMMUNICATION

Les actions 2016 – Réunion de lancement de la nouvelle Programmation

Contexte: Nouvelle
Programmation 2016-
2020

Budget: 5000€

Points de vigilance
abordés : spécificité de
la nouvelle
programmation

Présentation des AP

Réunion de
lancement du 24 mai
170 participants

Objectif 1: Informer

Objectif 2: Recréer
du lien avec les
publics bénéficiaires

Objectif 3 : Obtenir
des feedbacks

COMMUNICATION

Les actions 2016 – Le site et les fiches méthode

Améliorations du site internet

Revue de la mise en ligne des AP dans l'optique de pouvoir avoir des statistiques sur les consultations.

Ciblage: Public institutionnel

Création et mise en ligne des fiches thématiques

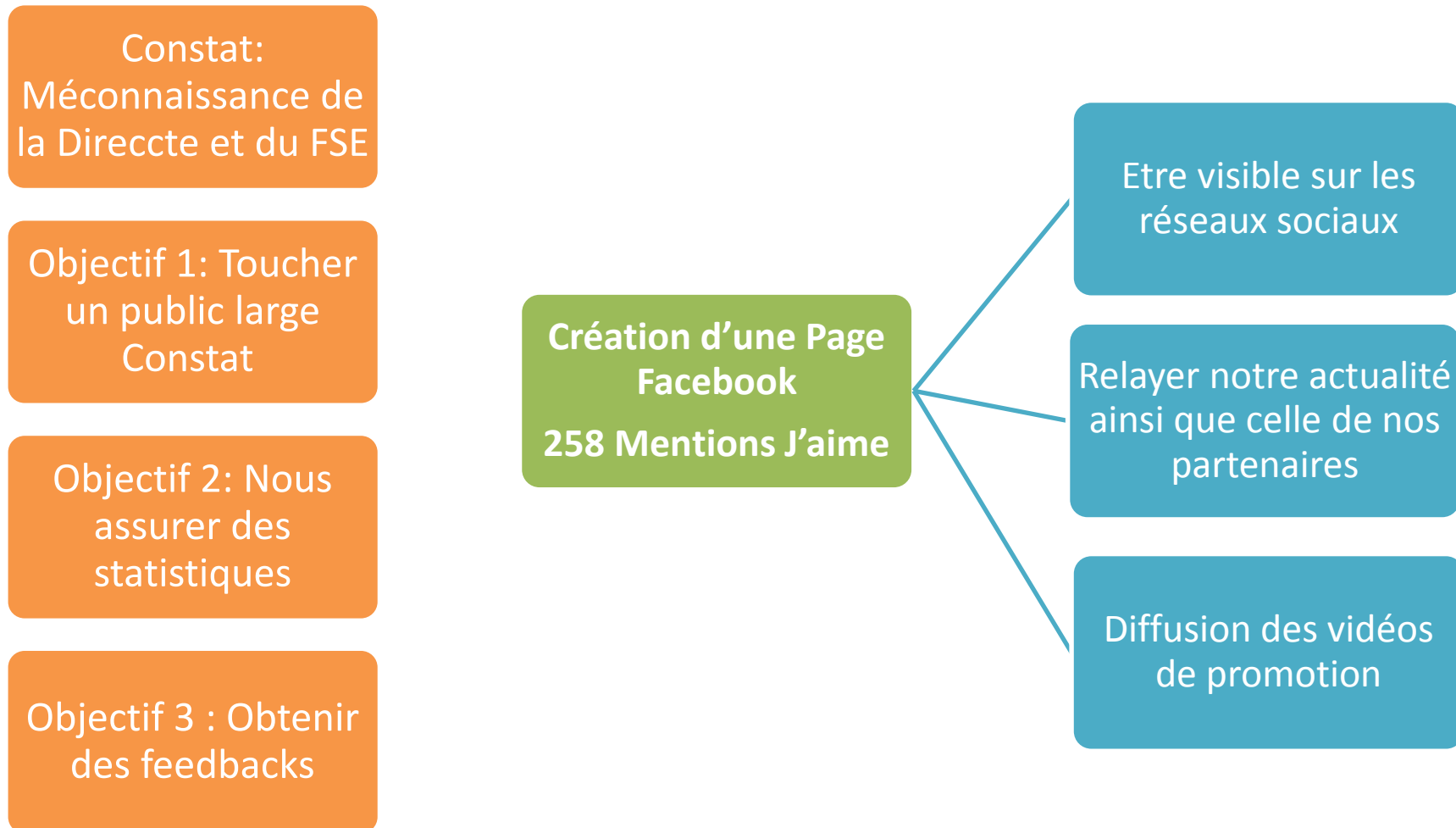
Ces fiches accompagnent le porteur de projets dans sa demande de subvention.

Elles illustrent les règles de bonne gestion.

Ciblage : Les porteurs de projet

COMMUNICATION

Les actions 2016 – La page Facebook



COMMUNICATION

Les actions 2016 – Les vidéos

Série de 7 vidéos « Paroles de Porteurs de Projet »

Format interview : 5 questions à 7 porteurs

Diffusion en cours

Porteurs sélectionnés représentatifs de la diversité des projets

Des retours positifs

Web-série qui humanise le FSE

Une production à valeur pédagogique pour le grand public et les porteurs de projet

Objet: le circuit d'une demande de subvention FSE.

Vendre la simplification administrative d'un dossier FSE

Supervision de la Directe et co-direction artistique

Budget commun: 14 050 €

Mise en concurrence et cahier des charges

COMMUNICATION

Les actions 2017

Renforcer notre objectif stratégique qui est de toucher un public large

Organisation d'une réunion de communication avec les OI et les porteurs de projets courant 1^{er} trimestre

Reportages sur les structures porteuses de projet, sur nos publics bénéficiaires

Objectifs 1: Mieux faire connaître le FSE, le rendre concret

Objectif 2 : Vendre l'impact direct en Région

Objectif 3 : Rendre compte des problématiques rencontrées sur les indicateurs

Le Joli mois de Mai

Journées portes ouvertes chez nos bénéficiaires

Réflexion en cours quant aux animations

Stand dans un lieu de passage.

Programmation 2007 – 2013

Point sur les opérations de clôture



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

Rappel programmation 2007-2013 actualisée

Maquette programmée

Une programmation de 112 % des fonds alloués, soit 293 M€ de FSE programmé pour un objectif total de 262 M€.

La programmation nette pour l'Etat s'élève à 148 M€ de FSE pour une enveloppe prévue de 124 M€, soit un taux programmé de 120% en moyenne sur les différents axes.

La programmation des OI est de 144 M€ de FSE pour une enveloppe prévue de 139 M€, soit un taux programmé de 104%.

Dépenses totales certifiées

par l'Autorité de Certification (données DRFIP)

418 M€ certifiés par l'AC en CTE
Un taux de certification de 97%
des dépenses vérifiées par les
services instructeurs.

191 M€ de CTE certifiés pour les
dossiers bilatéraux de la DIRECCTE
Un taux de certification de 96,4%
des dépenses vérifiées et de 55%
des dépenses totales
programmées.

Montant de CTE certifié pour les
OI de 227 M€
Un taux de certification de 69%
des dépenses totales
programmées.

(Données Présage actualisées)

FSE certifié avant clôture

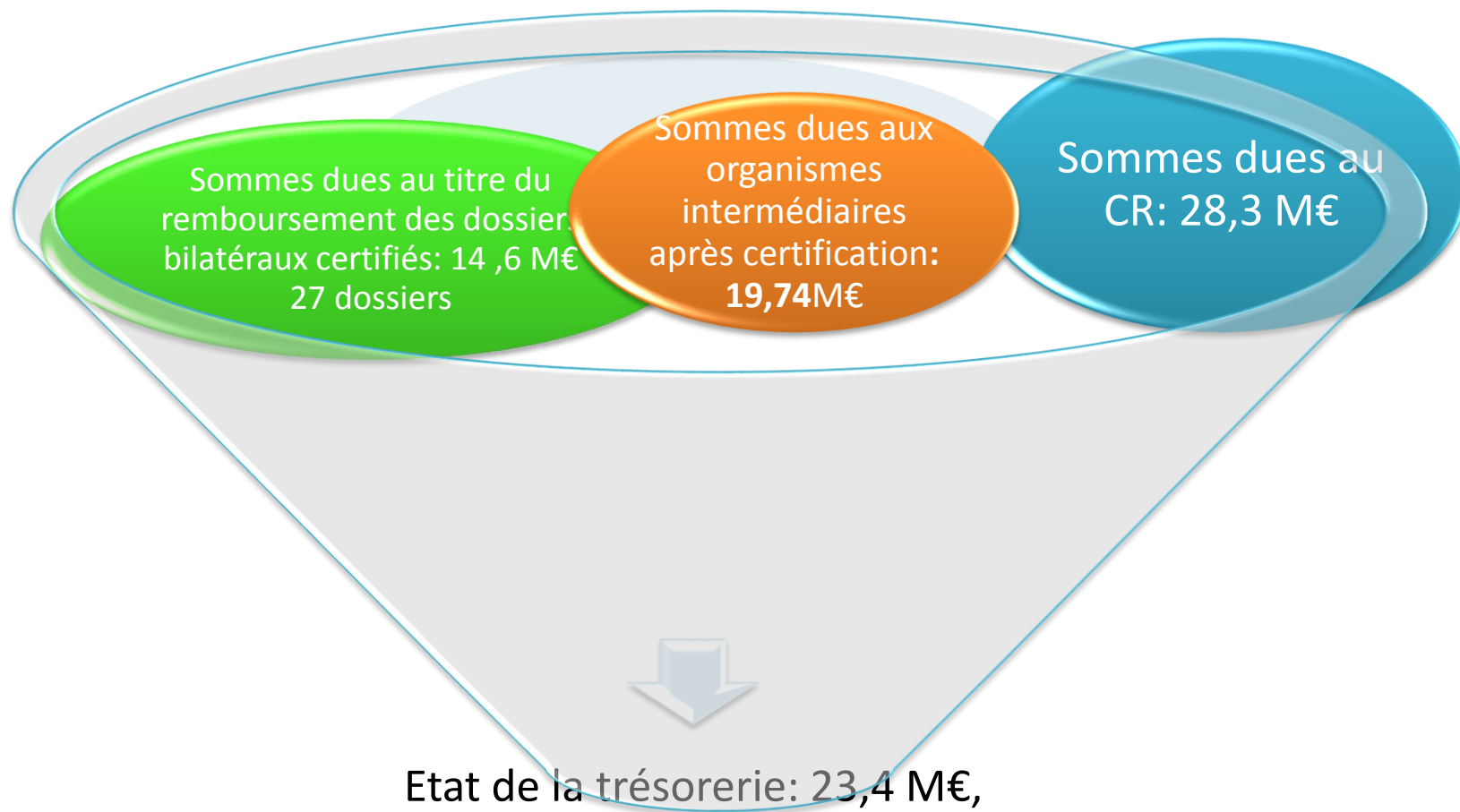
% de FSE certifié par rapport au programmé

- Le montant total de FSE certifié depuis le début de la programmation est de 167 M€.

Données en M€	FSE programmé	FSE certifié	% de FSE par rapport au programmé
Etat	149	70	47%
OI	102	97	95%
TOTAL	237	167	70%

(Données Présage du 30/04/2016)

Sur les 167 ME certifiés – 62,7 M€ de FSE restant à verser



Bilan du plan de reprise Etat

au 30/11/2016

Le taux de rejet moyen après audit est de 62 % du FSE déclaré dans le bilan d'exécution.

Le taux de contestation après audit s'élève à 65% soit 273 courriers de contestations pour 420 dossiers contrôlés.

Le SFSE comptabilise à ce jour 50 contentieux concernant 92 CSF : 44 mémoires en défense ont été rédigés à ce jour, 9 sont en cours de traitement.

Les recours administratifs représentent quant à eux 42 recours gracieux et 22 recours hiérarchiques; soit 64 recours précontentieux.

Etat des lieux au 30-11-2016

Catégories de dossiers	Nombre de bilans ou CSF	Sommes prises en charge Etat
Dossiers sortis du plan de reprise et pris en charge Etat (bilans)	395	8 749 790,24
Dossiers audités, majoritairement certifiés, avec réintégrations de dépenses post 23-03-2016 en phase contradictoire (CSF)	98	4 803 768,58
Contradictaires en cours de reprise ou recours gracieux , hiérarchique. Risque maximum base déclaré bilan	14	1 095 270,53
Total	507	14 648 829,35

Contrôle d'opérations— campagne 2015-2016

Externalisation des contrôles en PACA: La DGEFP a mandaté les cabinets d'audit KPMG et Ernst & Young en vue d'auditer 12 opérations

Le montant des dossiers contrôlés en 2015 porte sur 856 147,70€ de Coût total éligible **Le montant des dépenses irrégulières constatées est de : 31 052,51€ soit 3,62% du CTE**

Le montant des dossiers contrôlés en 2016 porte sur 22 031 399,21€ de Coût total éligible **Le montant des dépenses irrégulières constatées est de : 185 001,87 € soit 0,84% du CTE**

Résultats des contrôles d'opération de la campagne 2015

Bénéficiaire	Année	CTE avant contrôle	FSE	CTE retenu après contrôle	Taux d'erreur	dépenses irrégulières	rapport provisoire	rapport définitif	description de l'erreur ou de l'irrégularité	contrôleur
COMMUNAUTE DES COMMUNES DU SERROIS	2009	13 157,60 €	6 520	3 049,56		10 108,04	22/02/2016	29/03/2016	Absence au dossier de pièces justifiant l'éligibilité d'une partie des publics inéligibilité, absence de lien avec le projet, défaut d'acquiescement (dépenses de fonctionnement)	KPMG
AGEFOS PME	2010	719 341,95	323703,87	719 341,95	0%	0	23/03/2016	22/04/2016	Aucune anomalie constatée	KPMG
CG 84 AUTO ECOLE ASSOCIATIVE	2010 2011	119 588,96		100 053,05		19 535,91	23/03/2016	04/05/2016	prise en compte de la quote-part d'abattement général de taxe sur les salaires, et des primes exceptionnelles rejetées (dépenses de personnel) absence de justificatif probant pour frais de déplacement correction des clés de répartition (dépenses indirectes) et correction des taux d'éligibilité des participants	KPMG
PLIE DU BASSIN CANNOIS Euro'Training Partners	2009	4059,19	2965,5	2 650,64		1 408,56	21/03/2016	18/04/2016	caractère non probant des états de suivi des temps affectés à l'opération (dépenses de personnel)	KPMG
		856 147,70 €		825 095,20		31 052,51				

Résultats des contrôles d'opération campagne 2016

Bénéficiaire	Année	CTE avant contrôle	FSE	CTE retenu après contrôle	Taux d'erreur	dépenses irrégulières	rapport provisoire	rapport définitif	description de l'erreur ou de l'irrégularité	contrôleur
Pôle-Emploi	2010 2011 2012	20 035 040,64	9 817 169,95	20 035 040,64	0,00	0	07/10/2016	04/11/2016	aucune anomalie constatée	Ernst & Young
GIP Académique	2012	1 277 925,00	328 229,73	1 236 146,27		41 778,73	28/09/2016	17/10/2016	présence de tous les participants non justifiée	KPMG
UPAR	2012	331 834,11	71 879,41	331 834,11	0,00	0	19/08/2016	15/09/2016	aucune anomalie constatée	KPMG
CR MARCHE LE CANA	2012 2013	14 961,54		14 961,54	0,00	0	22/09/2016	05/10/2016	aucune anomalie constatée	Ernst & Young
CR Marché F10114 Sarl Grech Bernabo Formation	2010 2011	33 911,08	16 955,54	33 911,08	0,00	0	16/09/2016	29/09/2016	aucune anomalie constatée	Ernst & Young
PLIE DU GRAND AVIGNON l'Espelido centre social et culturel	2009	141 044,95	17 080,54	7 671,36		133 373,59	16/09/2016	05/10/2016	Correction du taux d'éligibilité , absence de pièces justifiant l'acquittement des dépenses, absence de pièces justificatives diverses.	KPMG
PLIE DU GRAND AVIGNON Sagacité	2009	5 000	5 000,00	5 000,00	0,00	0	11/07/2016	11/08/2016	aucune anomalie constatée	KPMG
CD 83 DEVELOPPEMENT ET EPANOUISSEMENT PAR L'INSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE	2014	191 681,89	95 431,89	181 832,34		9 849,55	11/08/2016	16/10/2016	Dépenses non rattachables à l'opération Correction du taux d'affectation de la taxe sur les salaires et ajustement dépenses indirectes	KPMG
		22 031 399,21		21 846 397,34		185 001,87				

Les travaux de clôture

Achever le traitement des 14 contestations post-contrôle intervenues postérieurement à la date butoir de certification: échéance 30-06-2016.

Traiter les recours administratifs et contentieux

Rembourser les bénéficiaires d'une prise en charge Etat

Traiter tous les indus et achever les remboursements FSE aux structures – continuer à définir des priorités de remboursement

Effectuer les travaux d'archivage

Échéance: mars 2017 en fonction de la trésorerie disponible

Les contentieux

Réquérants	Nbre d'affaires	Nbre d'opérations FSE visées	En cours de traitement	Dossiers Traités	Jugement rendu ou desistement	Nombre de mémoires déjà rédigés
Idéal	4	4	4	0	0	0
Missions locales	21	61	0	21	7	24
IRCE	5	5	1	3	4	5
ARS	2	2	0	2	0	2
UPAR	3	3	1	2	0	2
ESIA	5	4	1	2	1	5
Autres	10	14	2	8	3	6
	50	92	9	38	15	44

Les contentieux: **particularité de la requête 1500560 - ESIA**

La particularité de la requête tient à l'existence de 2 décisions de la DIRECCTE dans le cadre du plan de reprise.

Des moyens ayant trait à la méconnaissance combinée des principes de confiance légitime et de sécurité juridique .

La requérante expose qu'il ne lui a jamais été possible de connaître le montant des dépenses subventionnées puisque la DIRECCTE les aurait modifiées à plusieurs reprises

Les principes de sécurité juridique et de confiance légitime: rappel des définitions

Le principe de sécurité juridique est consacré en droit interne

Le principe de confiance légitime, fait partie des principes généraux du droit ne s'applique dans l'ordre juridique national que dans le cas où la situation juridique dont a à connaître le juge administratif français est régie par le droit de l'UE .

« la protection de la confiance légitime va au-delà de celle, (...) plus familière, des droits acquis, puisqu'elle concerne des droits qui ne sont pas encore acquis mais simplement en cours de constitution ou susceptibles d'être constitués

ESIA confronte les conditions nationales du retrait d'un acte au principe du droit de confiance légitime qui serait susceptible de s'y opposer

Une évolution favorable des conditions de retrait...

Traditionnellement, les subventions et autres décisions conditionnelles ne sont créatrices de droit qu'en tant que leurs conditions sont remplies (CE, 5 juillet 2010, CCI de l'Indre, 308615)

La question pratique est ici de savoir si l'administration était ou non tenue de retirer l'acte illégal dans un délai de 4 mois.

La difficulté semblait résolue avec les nouveaux arts L. 242-1 et 2 du code des relations entre l'adm° et le public, qui prévoit que « **l'administration peut, sans condition de délai (...) retirer une décision attribuant une subvention lorsque les conditions mises à son octroi n'ont pas été respectées** ».

Dans notre contexte, tel aurait été le cas et aucune condition de délai ne se serait opposée à l'adoption d'une nouvelle décision....

....remise en cause par le juge administratif

Mais des jurisprudences récentes de fond condamnent ce raisonnement.

- Pour la CAA de Bordeaux, 12 mars 2015, 13BX01102,
- Et la CAA de Lyon, 2 février 2016, 13LY03523,

On ne pourrait revenir indéfiniment sur un avantage financier, même indu

le droit communautaire ne s'oppose d'ailleurs pas à ce qu'une législation nationale exclue la répétition d'une aide indûment versée en prenant en compte des critères tels que la protection de la confiance légitime, la disparition de l'enrichissement sans cause ou l'écoulement d'un délai.

Il exclut simplement qu'un opérateur de mauvaise foi puisse se prévaloir des dispositions limitant le délai de retrait

il appartient au juge national d'apprécier si, pour le règlement du litige qui lui est soumis, la règle de droit national doit être écartée ou interprétée

Les Cours précisent que:

Sous réserve de dispositions législatives ou réglementaires contraires, et hors hypothèses d'inexistence de la décision en question, de son obtention par fraude, ou de demande de son bénéficiaire, l'administration ne peut retirer une décision individuelle créatrice de droits, si elle est illégale, que dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision.

qu'une décision administrative accordant un avantage financier crée des droits au profit de son bénéficiaire alors même que l'administration avait l'obligation de refuser cet avantage.

En résumé

En cas de bonne foi – défaut d'irrégularité constatée = pas de répétition de l'indu au-delà de 4 mois

Au cas d'espèce, le rapporteur public partage cette analyse qui assure une certaine sécurité juridique en présence d'espérances fondées sur le comportement même de l'administration.

Le TA de Marseille retient que

L'association requérante expose qu'il ne lui a jamais été possible de connaître le montant des dépenses subventionnées, modifiées à plusieurs reprises, de telle sorte que les principes de sécurité juridique et de confiance légitime auraient été méconnus.

le principe de confiance légitime s'applique bien en matière de détermination de subventions communautaires

la possibilité de se prévaloir du principe de protection de la confiance légitime est ouverte à tout opérateur économique de bonne foi auprès duquel l'administration a fait naître des espérances fondées, même en cas d'un avantage indu.

Dès lors que l'opérateur pouvait :

Eu égard à la nature de cet avantage, aux conditions dans lesquelles il a été attribué, **au comportement de l'administration postérieurement à cette attribution**, légitimement regarder comme lui étant définitivement acquis.

Ici : il existe un courrier formalisé dans lequel la DIRECCTE présente le montant arrêté comme constituant « le montant définitif de la subvention F.S.E. retenu »

En vertu des termes de ce courrier, qui a le caractère d'une décision administrative, l'association requérante, dont la bonne foi n'est pas contestée, a pu légitimement regarder ce montant comme définitivement acquis

Il y a lieu, en conséquence, d'annuler la décision par laquelle le préfet a réduit le montant de l'aide financière versée au titre du fonds social européen

Les conséquences

- Une remise en question du système général d'Audit: CICC, DGEFP, DRFIP, CE dès lors qu'une décision définitive d'attribution aura déjà été envoyée post contrôle de 1^{er} niveau.
- La question de la signature par le DIRECCTE ou le Préfet de région des notifications de premier niveau et de second niveau se pose.
- En tout état de cause, un changement de signataire ne règlera pas nécessairement le risque juridique.
- Dans une nouvelle affaire en instance, le caractère léonin de l'ancien article 23 de la convention est soulevé (conservation des pièces et audit possible jusqu'en 2021).

L'avis de la DGEFP et de la DG emploi de la Commission sont sollicités

Merci de votre
attention